

TABLE NOMINATIVE

SUEUR (Jean-Pierre)

Député du Loiret
(1^{re} circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1982]
(p. 1017).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1982] (p. 1029).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation de la recherche et du développement technologique, adopté par le Sénat (n° 893) [J.O. du 26 mai 1982] (p. 1666).

Vice-président de cette commission [J.O. du 27 mai 1982] (p. 1676).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi d'orientation de la recherche et du développement technologique (n° 893) [J.O. du 25 juin 1982] (p. 2021).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083) (recherche et industrie : recherche) [21 octobre 1982] (p. 6146).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1983** (n° 1083), tome XX : **recherche et industrie : recherche** (n° 1166) [21 octobre 1982].

QUESTIONS

orales sans débat :

— n° 296, posée le 30 novembre 1982 : **chômage (indemnisation : allocations)** (p. 7830) ; appelée le 3 décembre 1982 : **recherche d'emploi par les chômeurs indemnisés** : sensibilité des Français au problème de l'emploi et du chômage ; problèmes posés par le contrôle de la recherche d'emploi par les chômeurs indemnisés ; thème des « faux chômeurs » (p. 7965) ; contrôles de l'attribution des indemnités de chômage ; contrats de solidarité (p. 7966) ;

— n° 320, posée le 14 décembre 1982 : **commerce et artisanat (politique en faveur du commerce et de l'artisanat)** (p. 8304) ; appelée le 17 décembre 1982 : **charges fiscales et sociales des commerçants et artisans** : évolution de ces charges (p. 8466) ; mesures étudiées en vue d'alléger ces charges ; lien existant entre ces charges et l'emploi (p. 8467).

INTERVENTIONS

— Projets de loi relatifs aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (n° 745), au développement des institutions représentatives du personnel (n° 744), à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail (n° 743), aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (n° 742).

Première lecture, discussion générale : extension de la démocratie au domaine économique ; nécessité de tirer partie des capacités d'innovation existant au sein de la

collectivité de travail ; nécessité d'entendre les travailleurs sur leur propre travail ; suppression de la commission d'amélioration des conditions de travail ; statut des nouveaux comités d'hygiène et de sécurité et des conditions de travail ; recherches sur l'enrichissement des tâches ; droit à la formation des membres des C.H.S.C.T. [13 mai 1982] (p. 2145).

— **Projet de loi d'orientation de la recherche et du développement technologique, adopté par le Sénat (n° 893).**

Première lecture, discussion générale : programmes de développement technologique ; relations entre la recherche et l'industrie ; création des groupements d'intérêt public et des établissements publics à caractère scientifique et technologique ; décentralisation ; problème de l'évaluation ; développement de la réflexion épistémologique [21 juin 1982] (p. 3671).

Discussion des articles : **article 3** : progression du rythme moyen annuel des crédits [22 juin 1982] (p. 3692) ; **article 18** : formation des personnels de la recherche ; répartition des compétences entre le ministère de la recherche et le ministère de l'éducation nationale (p. 3734) ; **article 20** : mission des métiers de la recherche (p. 3737) ; **article 25** : rapport annexé : part des sciences humaines et sociales dans le budget de la recherche [23 juin 1982] (p. 3767).

— **Projet de loi relatif à la création d'offices d'intervention dans le secteur agricole (n° 923).**

Première lecture, discussion des articles : **article 12** : maîtrise des marchés des fruits et légumes et de l'horticulture ; problème spécifique aux horticulteurs [1^{er} juillet 1982] (p. 4159, 4160).

— **Proposition de loi tendant à la création d'un office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (n° 819).**

Première lecture, discussion générale : rapport entre la politique et la science ; subordination du savoir au pouvoir ; nécessité de mettre en place le présent office ; rôle des experts dans la future délégation parlementaire ; composition de l'office [5 octobre 1982] (p. 5373).

— **Projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale (n° 1123).**

Première lecture, discussion générale : augmentation du déficit de la sécurité sociale ; sollicitude de M. Francis Geng vis-à-vis des groupes pharmaceutiques ; effets limités de redistribution des prélèvements sociaux et fiscaux ; nécessaire réforme de l'assiette des cotisations sociales ; cotisation sur la garantie de ressources [18 octobre 1982] (p. 5915) ; prise en considération par le Gouvernement de certains aménagements proposés par la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (p. 5916).

— **Projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083).**

Première lecture, discussion générale : volonté de rigueur manifestée par le Gouvernement en matière de gestion des fonds publics [26 octobre 1982] (p. 6340) ; lutte contre le chômage ; augmentation des moyens de l'A.N.P.E. ; priorité donnée à l'enseignement technique ; augmentation des crédits affectés à l'industrie (p. 6341).

Deuxième partie :

Temps libre, jeunesse et sports, tourisme. — Discussion générale : questions : politique menée à l'égard des associations ; mise en place de postes Fonjep ; accroissement des contrats d'objectifs et de programme [3 novembre 1982] (p. 6618).

Recherche et industrie, énergie. — Discussion générale, rapporteur pour avis : conformité du présent projet de budget vis-à-vis de la loi d'orientation et de programmation de la recherche ; augmentation des masses financières et des créations de postes ; rôle des programmes mobilisateurs ; définition des champs d'application exacts de ces programmes ; problème des structures de direction et de pilotage des programmes ; retard dans l'élaboration des nouveaux statuts des personnels de la recherche ; situation des sciences humaines et sociales ; contenu du rapport Godelier [8 novembre 1982] (p. 6867) ; problème des bibliothèques et des centres de documentation ; problème de l'édition scientifique et de la diffusion des revues ; conditions d'acheminement postal des revues scientifiques (p. 6868).